

Si j'étais membre du Parlement

Le Dr Ṭāhā Ḥusayn Bey répond à Ismaïl Sidqī Pacha

Si j'étais membre du Sénat ou de la Chambre des députés, je dirais au ministre des Finances : *N'écoutez pas Sidqī Pacha ni ceux qui lui ressemblent.* Car jamais ils ne parlent ni n'écrivent sur les affaires financières ou politiques sans penser d'abord à eux-mêmes, avant toute autre chose. Ce qui les préoccupe, c'est ce qui pourrait les atteindre, de près ou de loin, dans ces politiques. Et lorsqu'ils parlent ou écrivent, c'est uniquement pour se prémunir contre quelque perte possible que ces politiques pourraient leur infliger — fût-elle pure illusion ou simple crainte.

Oui, si j'étais membre du Sénat ou de la Chambre des députés, je dirais au ministre des Finances : *N'écoutez pas Sidqī Pacha ni ses semblables.* Ils se soucient bien peu du bien-être du peuple, de sa satisfaction, de la réforme ou du progrès de l'Égypte. Leurs pensées ne tournent qu'autour de leurs fortunes, de leurs affaires, de leurs intérêts privés. Je me souviens du jour où le gouvernement envisagea de faciliter le commerce des fruits entre l'Égypte et le Proche-Orient : Sidqī Pacha s'éleva aussitôt contre ce projet, sans songer que le but du gouvernement était simplement de permettre aux pauvres Égyptiens de goûter des oranges et d'autres fruits cultivés dans leur propre pays, fruits dont ils étaient privés parce que des hommes comme Sidqī Pacha préféraient les exporter pour en tirer un grand profit, plutôt que d'en faire bénéficier leurs compatriotes incapables d'en payer le prix exorbitant.

Si j'étais membre du Sénat ou de la Chambre des députés, je dirais au ministre des Finances : *N'écoutez pas Sidqī Pacha et ses pareils* — ces habiles parleurs en matière d'argent et de commerce, ces manipulateurs de chiffres et de comptes, ces réciteurs de théories économiques, comme Apollon jadis murmurait ses oracles à sa prêtresse. Car, dans la vie de l'Égypte — comme dans celle de l'humanité entière — il est des choses bien plus graves et plus nobles que les calculs, les chiffres et les oracles d'Apollon, ou les discours des prétendus experts. Parmi ces choses, la plus urgente est que l'affamé puisse manger, que l'assoiffé puisse boire, que le misérable puisse trouver un peu de répit dans sa détresse ; que le peuple sente, ne fût-ce qu'un instant, que Dieu ne l'a pas créé pour servir Sidqī Pacha et ses semblables, mais pour travailler, récolter le fruit de son labeur et goûter, de temps à autre, à la douceur de la vie.

Si j'étais membre du Sénat ou de la Chambre des députés, je dirais au ministre des Finances : *N'écoutez pas Sidqī Pacha et ses pareils.* Il n'est ni honteux ni blâmable de faire justice aux fonctionnaires et aux professions libérales, ni de chercher à les satisfaire. Les fonctionnaires sont fils du peuple, les professions aussi. L'État existe pour rendre justice à son peuple, pour l'apaiser, pour lui permettre de s'élever et de jouir de la vie autant que possible. L'État existe pour cela — et pour rien d'autre. S'il ne réalise pas cet objectif, son existence n'a plus de sens ; il n'a plus de droit sur le peuple, ni sur son obéissance, ni sur son travail, ni sur les impôts qu'il lui prélève.

Si j'étais membre du Sénat ou de la Chambre des députés, je dirais au ministre des Finances : *N'écoutez pas Sidqī Pacha et ses pareils.* Lorsqu'ils exposent leurs doctrines économiques « élevées », ils ne pensent ni profondément ni droitement ; ils ne suivent pas l'évolution politique et sociale de leur temps. Ce sont des conservateurs — et des conservateurs d'un monde disparu, d'idées mortes depuis longtemps. S'ils pensaient plus profondément, ils sauraient que la justice envers les fonctionnaires, la satisfaction des professions, la recherche de l'équité sociale, tout cela les servirait eux-mêmes autant que les autres. Car les fonctionnaires ne travaillent pas pour eux seuls, mais pour tous — y compris pour Sidqī Pacha et ses semblables. Il n'est ni juste, ni utile, ni bon, ni conforme à

la paix sociale que Sidqī Pacha et ses pairs vivent rassasiés et comblés, tandis que ceux qui instruisent leurs enfants ont faim, soif, peinent, s'attristent et ne trouvent pas de quoi subsister.

Ce n'est ni justice, ni sagesse, ni sécurité sociale que de voir Sidqī Pacha et ses amis passer leurs journées au club Muhammad 'Alī, à bavarder ou jouer aux échecs, obtenant tout ce qu'ils désirent d'un simple signe ou d'un coup de dé, tandis que les maîtres d'école et les employés doivent prélever sur la nourriture et les vêtements de leurs enfants de quoi payer le trajet pour se rendre à leurs postes et servir Sidqī Pacha et les siens.

Je rappelle au ministre des Finances que la pudeur est le fondement de la vertu et de la virilité. Et il est des choses qu'il vaut mieux taire. Ces hommes ne pensent pas droitement, car ils oublient que les fonctionnaires et les professions que le gouvernement cherche à contenter ne reçoivent pas de l'argent pour le thésauriser, ni pour spéculer, ni pour acheter des terres. Ils dépensent leurs salaires pour eux-mêmes et leurs familles : ce qu'ils prennent à l'État, ils le rendent au peuple. Ainsi, ils ne freinent pas la production ; ils la stimulent, ils l'enrichissent. La justice envers les fonctionnaires et les professions est bénéfique, même du point de vue économique que les riches prétendent monopoliser.

Ces gens ne comprennent pas non plus l'évolution politique et sociale. Les jours sombres sont révolus où le peuple n'était qu'un instrument au service de l'État ou des riches. Aujourd'hui, le peuple est la fin, et l'État le moyen — l'outil de son bien-être.

Sidqī Pacha se dit conservateur lorsqu'il affirme que l'attention portée à la santé du peuple est bonne parce qu'elle augmente la production. Non, Monsieur : le souci de la santé du peuple est un devoir, parce que le peuple y a droit, tout simplement. Le peuple n'est ni bête de somme ni machine à produire. Il est la finalité de tout ordre politique et social — rien de plus, rien de moins.

Si j'étais membre du Sénat ou de la Chambre des députés, je tiendrais au ministre des Finances un discours tout opposé à celui que Sidqī Pacha lui a tenu ce matin dans *Al-Ahrām*. Je lui dirais : *Croyez-moi, vous avez fait un pas louable vers la justice pour les fonctionnaires et les professions, mais un pas bien trop court.* Il ne leur accorde que le minimum de ce que vous souhaitez donner, et bien moins que ce qu'ils méritent. Le coût de la vie est insupportable, et les salaires qu'ils perçoivent sont bien loin de leur permettre d'assurer à leurs familles un minimum de sécurité contre la faim, la misère et le dénuement.

Je sais que le budget de l'État vous limite. Mais je sais aussi que les ressources de la nation pourraient permettre davantage. Le budget n'a pas besoin de rester fixé à soixante-dix millions ; il pourrait atteindre cent millions. Mais vous êtes d'une douceur excessive envers les riches, et d'une rigueur excessive envers les pauvres. Vous n'imposez pas les impôts nécessaires, vous ne prélevez pas sur les riches ce que vous devriez prélever. Vous n'auriez pourtant rien à craindre à taxer les fortunes, ni à prendre sur leurs biens l'aumône purificatrice que Dieu lui-même a ordonnée — et dont ils ont grand besoin.

Regardez ce que les Anglais prélèvent sur leurs riches et leurs pauvres — non seulement en temps de guerre, mais aussi en temps de paix. Prenez leur système fiscal pour modèle, et vous trouverez de quoi rendre justice aux professions et aux fonctionnaires, donner au ministre de la Santé les millions nécessaires pour soigner le peuple, au ministre de l'Instruction publique les millions qu'il souhaite pour instruire les enfants, et au ministre des Travaux publics les millions qu'il réclame pour enrichir la terre, multiplier ses fruits, développer l'agriculture, le commerce et l'industrie — et satisfaire ainsi Sidqī Pacha et ses semblables.

N'hésitez pas à imposer les riches plus lourdement. Regardez le sentiment de solidarité sociale chez les riches d'Europe et d'Amérique — et comparez-le à celui de nos riches. Là-bas, ils paient d'énormes impôts, et beaucoup donnent encore plus que ce que l'État exige : ils financent généreusement l'éducation, la santé et les œuvres de bienfaisance, à une échelle que Sidqī Pacha et les siens ne sauraient imaginer. Et pourtant, même là, les pauvres et les classes moyennes restent insatisfaits, réclamant toujours une distribution plus équitable des richesses. Que dire alors de l'Égypte, où nos riches fuient l'impôt, rejettent la solidarité, s'approprient tous les bienfaits et blâment le gouvernement dès qu'il tente le moindre acte de justice ou de compassion ?

Ne vous l'ai-je pas dit ? Ces hommes, lorsqu'ils vous reprochent ce qu'ils appellent votre « prodigalité » et que j'appelle, moi, un effort d'équité, ne pensent ni profondément ni droitement ; ils ne comprennent rien à l'évolution politique et sociale de notre époque.

Enfin, si j'étais membre du Sénat ou de la Chambre des députés, je raconterais au ministre des Finances une toute petite histoire — brève, mais capable de le faire réfléchir longuement, profondément, douloureusement.

C'était durant l'été 1932, lorsque Sidqī Pacha m'expulsa de l'université et me condamna à la vie précaire d'un employé mal payé. Un jour, un homme riche vint me rendre visite par politesse. Je ne lui avais rien demandé, ni même songé à lui demander quoi que ce soit ; mais il sentit que les convenances sociales et politiques lui imposaient de venir me présenter ses sympathies. Il le fit, aimablement. L'Égypte traversait alors une crise économique sévère, et ce riche se mit à se plaindre de sa détresse :

« Figurez-vous, me dit-il, que mes revenus étaient de trente mille livres par an, et qu'ils ne sont plus que de quinze mille ! Y a-t-il plus grand malheur ? »

Je lui répondis en souriant : « Non. » Mais je pensai en moi-même : *Mes revenus étaient d'environ douze cents livres par an, et à ce moment même, ils étaient tombés à zéro — rien qu'on puisse compter, ni en livres ni en piastres. Pourtant cet homme se croit malheureux parce que ses revenus ont été réduits de moitié, tandis que moi, qui ai tout perdu, je me sens heureux, car je n'ai rien perdu de ce qui compte vraiment.* Que valent douze cents livres pour ceux qui ne possèdent ni fortune, ni entreprise, ni richesse ?

— **Ṭāhā Ḥusayn**

Al-Miṣrī, 1^{er} avril 1944